

DE LAGRAVE, Jean-Paul, *Les origines de la presse au Québec (1760-1791)*. Collection « Liberté », Éditions de Lagrave, Montréal, 1975. 160 p. \$4.50.

Pierre Tousignant

Volume 29, Number 2, septembre 1975

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303450ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303450ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tousignant, P. (1975). Review of [DE LAGRAVE, Jean-Paul, *Les origines de la presse au Québec (1760-1791)*. Collection « Liberté », Éditions de Lagrave, Montréal, 1975. 160 p. \$4.50.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 29(2), 277–279. <https://doi.org/10.7202/303450ar>

DE LAGRAVE, Jean-Paul, *Les origines de la presse au Québec (1760-1791)*. Collection "Liberté", Editions de Lagrave, Montréal, 1975. 160 pages, \$4.50.

A première vue, cet opuscule de format poche pourrait être facilement confondu avec certaines productions récentes des Editions du Seuil; mais un regard plus attentif aura tôt fait de constater qu'il ne faut pas se fier

aux apparences et que la principale originalité de cet ouvrage ne réside pas dans son calque de présentation matérielle. En voyant ce chétif nouveauté de la collection "Liberté" des toutes nouvelles Editions de Lagrave, on pourra se convaincre qu'il n'y a pas de meilleure façon d'assurer la parution de ses œuvres que d'en être son propre éditeur. Se disant "d'origine québécoise", mais paraissant surtout fier d'afficher son titre de "docteur ès sciences de l'information de l'Université de Paris", Jean-Paul de Lagrave prend soin de nous avertir que "ses travaux de recherches sont centrés sur la communication humaine envisagée au sein de diverses civilisations". Avec un programme aussi vaste qu'ambitieux, on comprendra que ce chercheur n'ait pas voulu s'attarder à fouiller un sujet aussi restreint que les débuts de la presse au Québec.

Nous eût-il présenté une bonne mise au point des études et travaux déjà parus sur le sujet que son ouvrage aurait pu être de quelque utilité. Malheureusement, tel n'est pas le cas. Non content de laisser le lecteur dans la plus totale ignorance des patientes recherches de ses devanciers — notamment celles de R. W. McLachlan, Francis-J. Audet et Aegidius Fauteux¹ — l'auteur ne fournit aucune référence bibliographique permettant de connaître les sources documentaires consultées. Il faut donc être familier avec cette période d'histoire du Canada pour s'y retrouver dans l'enchevêtrement des citations tirées de diverses sources et retracer la provenance des renseignements pigés au hasard de ses lectures — renseignements d'ailleurs souvent rapportés sans souci d'exactitude. C'est ainsi qu'un lecteur non averti pourra croire que les Canadiens ignorèrent les termes de l'Acte de Québec jusqu'au mois de décembre 1775 alors que sa sanction royale datait du 22 juin 1774. Ce même lecteur ne réagira peut-être pas en lisant que le sous-secrétaire d'Etat Sir Evan Nepean (et non Nepean) fut "responsable de l'administration des colonies" — affirmation qui aurait fait sursauter le roi George III. Mais plus graves encore sont les jugements non nuancés de celui qui peut prétendre à qui veut l'entendre que Charles François Bailly de Messein fut "le seul évêque canadien que la Révolution française ait orienté vers une amélioration des conditions sociales du peuple" (p. 121). Quelle belle naïveté que de vouloir porter au compte des préoccupations sociales du coadjuteur Bailly de Messein ses sorties intempestives contre l'évêque de Québec ! Mgr Jean-François Hubert n'aurait assurément pas endossé ce jugement, lui qui dut subir publiquement les affronts de ce précepteur des enfants de Lord Dorchester devenu coadjuteur par la volonté du gouverneur.

C'est précisément sur ce terrain épineux que nous touchons au point névralgique qui explique les errements de l'auteur tout au long de son exposé des origines de la presse. Il n'est, en effet, que de parcourir cet ouvrage pour regretter que l'histoire ici serve d'exutoire à de forts préjugés

¹ R. W. McLachlan, "Fleury Mesplet, the First Printer at Montreal", *Mémoires et comptes rendus de la Société Royale du Canada*, 2e série, XII (1906) : 197-309. — F.-J. Audet, "William Brown, premier imprimeur journaliste et libraire de Québec", *Mémoires et comptes rendus de la Société Royale du Canada*, 3e série, XXVI (1932) : 97-111. — Aegidius Fauteux, *L'introduction de l'imprimerie au Canada* (Montréal, 1957).

anticléricaux sans doute hérités du milieu familial. L'opuscule prend ainsi l'allure d'un véritable réquisitoire contre une supposée censure cléricale qui se serait exercée au détriment de la liberté d'information dont les Canadiens auraient pu jouir avec la fondation des premiers journaux sans la vigilance inquisitoriale du clergé catholique durant les trente ans qui suivirent la Conquête. Le ton est donné dès l'introduction par des énoncés destinés à faire choc: "Dès sa naissance, la presse est l'objet d'une censure sévère de la part de l'Eglise" — "Entre 1760 et 1791, le Canadien entendra parler de la liberté, plus que jamais au cours de son histoire... Sous l'emprise de l'Eglise, il choisira l'emprisonnement dans son vieux monde féodal". De telles propositions ne sauraient être prises au sérieux par ceux qui ont tant soit peu étudié la situation de l'Eglise canadienne au lendemain de la Conquête que l'auteur semble confondre avec sa position de force acquise un siècle plus tard. Et c'est en voulant faire la démonstration de ses assertions que l'auteur a tôt fait de s'empêtrer dans le réseau des relations de pouvoirs qui, en réalité, plaçait l'Eglise sous la tutelle de l'autorité du gouvernement colonial de qui, en définitive, dépendait la liberté de presse. Aussi se voit-il forcé d'admettre, pour ne pas trop déformer la réalité, que la liberté d'information fut "sévérement contrôlée" par le pouvoir civil et militaire durant la crise révolutionnaire américaine. Le premier journal à voir le jour à Montréal n'avait-il pas été supprimé par le gouverneur Haldimand qui avait fait emprisonner son fondateur, Fleury Mesplet, dont l'idéal était "la liberté de presse absolue". Toutefois, cette soif de liberté n'était pas si absolue qu'elle aurait pu faire dédaigner à Mesplet "le patronage de l'Etat" lorsqu'il fonda, en 1785, la *Gazette de Montréal*. Voyons à ce sujet les considérations de l'auteur:

Le patronage de l'Etat assure un minimum de sécurité financière à la presse et lui fournit de la matière à imprimer. C'est pourquoi la *Gazette de Québec* [fondée en 1764] a intérêt à jouer le rôle de journal officiel. Elle publie les ordonnances, les proclamations, les termes des cours de justice et les activités des huissiers. Après 1785, la *Gazette de Montréal* bénéficie aussi du patronage de l'Etat. Ce rôle confère au journal de cette période un caractère d'autorité extraordinaire. Il se présente ainsi comme le porte-parole du pouvoir (p. 147).

Mais loin de tirer les conséquences logiques découlant de ces considérations, l'auteur, en conclusion, revient à la charge contre la censure ecclésiastique: "Le droit à l'information a pu s'exercer en toute liberté dans la colonie durant un quart de siècle. Le seul frein en a été l'Eglise catholique" (p. 151). Notons au passage l'équivoque de cette affirmation: comment le droit à l'information a-t-il pu s'exercer "en toute liberté" s'il fut freiné par l'Eglise?

Il ne servirait à rien de pousser plus loin la critique lorsqu'on est en présence d'un tel fouillis d'énoncés contradictoires. C'est même si aberrant que l'on a peine à croire qu'un "docteur ès sciences de l'information" en soit l'auteur. Depuis longtemps je savais qu'il ne fallait pas trop se fier aux titres; après avoir lu cet ouvrage, j'en suis plus convaincu que jamais.